

## **La Birmanie condamnée par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU**

AFP\_28 mars 2008

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a condamné vendredi les exactions commises en Birmanie et appelé la junte au pouvoir à libérer tous les prisonniers politiques. Dans une résolution adoptée sans vote, les 47 pays membres ont "condamné énergiquement les violations systématiques des droits de l'homme et des libertés fondamentales de la population du Myanmar" (Birmanie). Le Conseil s'est déclaré "profondément préoccupé" par "la violente répression des manifestations pacifiques de septembre 2007" et le fait que le gouvernement "n'ait pas enquêté sur ces violations et traduit leurs auteurs en justice". Le texte, déposé par la Slovaquie au nom de l'Union européenne, appelle le régime birman à "engager d'urgence un dialogue national" avec toutes les parties, en vue de parvenir à la démocratisation du pays. Il demande au gouvernement de "cesser de bafouer" les libertés fondamentales et de "libérer immédiatement tous les prisonniers politiques, sans condition".

Le représentant de la Birmanie, pays qui n'est pas membre du Conseil, a rejeté "catégoriquement le texte" qui selon lui "ignore complètement la situation réelle au Myanmar". Le numéro un de la junte birmane, le généralissime Than Shwe, a affirmé jeudi à Naypyidaw que les militaires seraient en mesure de transférer le pouvoir aux civils après des élections en 2010, bien qu'un projet de constitution garantisse à l'armée un rôle majeur dans l'avenir. Le texte adopté à Genève a été critiqué par certains pays de la région, notamment les Philippines qui ont estimé que la Birmanie "doit être encouragée d'une manière plus constructive et moins accusatoire". La Malaisie a estimé que le texte "aurait été plus équilibré" s'il avait tenu compte des développements politiques dans le pays.

-----

## **Le numéro un birman promet un transfert de pouvoir aux civils après 2010**

AFP\_27 mars 2008

Le numéro un de la junte birmane a affirmé jeudi que les militaires seraient en mesure de transférer le pouvoir aux civils après des élections en 2010, bien qu'un projet de Constitution garantisse à l'armée un rôle majeur dans l'avenir. Dans un discours prononcé dans la nouvelle capitale Naypyidaw (centre de la Birmanie) à l'occasion de la Journée des Forces armées, le généralissime Than Shwe a réaffirmé avec force l'intention du régime de mettre en oeuvre sa propre "feuille de route" en vue de réformes politiques dans ce pays gouverné par des militaires depuis 46 ans.

Le dirigeant birman, rarement vu en public, a nié que l'armée ait un "désir ardent de pouvoir", ajoutant que "l'objectif final" est de "transférer le pouvoir de l'Etat au peuple". Le discours de Than Shwe, âgé de 74 ans et qui est apparu en forme lorsqu'il a inspecté des troupes sous un soleil écrasant, est intervenu six mois après la répression brutale d'un mouvement de protestation populaire conduit par des moines bouddhistes. Pour des "raisons de sécurité", aucun visa n'a été accordé à des journalistes étrangers, contrairement à l'année dernière, ont indiqué les autorités. La cérémonie jeudi a été l'occasion d'une nouvelle démonstration de force de l'armée birmane. Plus de 13.000 soldats ont participé, sous des statues géantes d'anciens rois birmans, à un défilé ayant précédé le discours en birman de Than Shwe, qui a duré 15 minutes.

"La nouvelle Constitution a déjà été rédigée et sera soumise à un référendum national en mai prochain", a-t-il dit, sans toutefois préciser la date exacte du scrutin. "Des élections générales multipartites suivront en 2010, conformément aux dispositions de la Constitution. Le gouvernement militaire sera alors en mesure de transférer le pouvoir", a assuré Than Shwe.

Le calendrier électoral avait été annoncé le 9 février. La junte a contrôlé de bout en bout le processus d'élaboration de la nouvelle Constitution dans le cadre d'une Convention Nationale boycottée par la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de l'opposante Aung San Suu Kyi qui a été privée de liberté pendant la majeure partie des 18 dernières années. Pendant que l'armée défilait à Naypyidaw, environ 50 membres de la LND ont manifesté jeudi contre le

projet de Constitution devant le siège du parti de Mme Suu Kyi à Rangoun, selon des témoins. Certains étaient vêtus de tee-shirts blancs portant l'inscription "Non".

Dans une interview publiée mercredi par le quotidien Straits Times de Singapour, le médiateur de l'ONU Ibrahim Gambari, qui est le seul étranger à avoir vu la version finale de la Constitution, a indiqué que le texte incluait des clauses garantissant aux militaires un rôle prépondérant dans la conduite des affaires de l'Etat, après les législatives promises pour 2010. Environ 25% des sièges parlementaires reviendront aux militaires qui auront le pouvoir de nommer des fonctionnaires dans des ministères clef, tels la Défense, l'Intérieur et les Affaires frontalières, a dit M. Gambari qui s'est rendu à trois reprises en Birmanie depuis la répression de septembre.

Le futur président de l'Etat jouira de pouvoirs étendus et il pourra nommer ou limoger des responsables législatifs et judiciaires, a ajouté M. Gambari en précisant que les gouvernants actuels cherchaient à s'inspirer du modèle indonésien en vue d'une transition progressive entre un pouvoir militaire et un pouvoir civil. Lors de la dernière visite de M. Gambari début mars, la junte avait rejeté une suggestion de l'ONU d'envoyer des observateurs pour le référendum. Elle avait également exclu d'amender le projet de Constitution qui pourrait empêcher Mme Suu Kyi de participer à des élections au motif controversé qu'elle a été mariée à un étranger, le Britannique Michael Aris, décédé d'un cancer en 1999.

-----

**BIRMANIE: Campagne clandestine en Birmanie contre la Constitution des généraux**  
Angola Press\_26 mars 2008

Des militants hostiles au régime militaire en Birmanie ont lancé une campagne clandestine contre le projet de Constitution que les généraux veulent faire adopter en mai par voie de référendum.

Ce groupe d'opposants, appelé "Génération des étudiants de 1988", avait joué un rôle-clé dans le déclenchement en août 2007 des premières manifestations contre la vie chère en Birmanie, qui s'étaient transformées en mouvement de protestation de masse emmené par des moines bouddhistes avant d'être violemment réprimé fin septembre par les autorités.

Les deux principaux animateurs du groupe, Min Ko Naing et Ko Ko Gyi, ont été arrêtés et incarcérés mais d'autres disent avoir pris le relais en cachette, défiant une loi sur l'organisation du référendum promulguée le mois dernier et qui interdit tout discours ou tract hostile, sous peine de prison.

N'ayant pas accès aux médias birmans, tous soumis à la censure, ces dissidents recherchés tentent de faire passer leur message secrètement via des tracts, des affichettes, des tee-shirts, des enregistrements vidéo et des courriers électroniques codés. Ils affirment que le projet de Constitution, entièrement élaboré sous le contrôle des généraux au pouvoir, garantirait à l'armée un rôle prépondérant dans la conduite des affaires de l'Etat et vise, en fait, à "prolonger la dictature militaire".

-----

**BIRMANIE: Impuissance et amertume des moines birmans six mois après la répression**  
Angola Press\_25 mars 2008-03-29

"Nous avons fait notre possible pour le peuple mais qu'avons-nous obtenu"? Six mois après la répression des manifestations menées par des moines bouddhistes en Birmanie, les rares religieux qui osent s'exprimer avouent leur impuissance face à "la peur" instillée par la junte.

Assis parmi des dizaines de novices, un vieux bonze, vêtu d'une robe couleur safran, ne cache pas son amertume. "Le karma devrait être avec nous mais il est encore très difficile de

prévaloir contre ceux qui abusent (du pouvoir) car nous sommes faibles. La seule chose que nous puissions faire, c'est prier", dit-il sous couvert de l'anonymat.

Le 26 septembre dernier, après une semaine de défilés quotidiens, sans précédent depuis 1988, les forces birmanes étaient entrées en action à Rangoun, tirant à balles réelles et dispersant brutalement des foules de protestataires, emmenées par des religieux. Un enquêteur de l'ONU a dénombré 31 morts, dont un journaliste japonais, et 74 disparus. Des milliers de personnes avaient été arrêtées et une chape de plomb recouvre depuis la Birmanie. "De nombreux moines (étudiant à Rangoun) sont retournés chez eux. Ils ont déserté les monastères en raison de la répression et de leurs peurs", ajoute le vieux bonze.

-----  
**Birmanie: un homme tente de s'immoler par le feu devant la pagode Shwedagon**

La Presse Canadienne\_23 mars 2008

Un homme a tenté de s'immoler par le feu, vendredi, devant la célèbre pagode Shwedagon à Rangoon pour dénoncer le pouvoir de la junte militaire birmane, ont rapporté dimanche des témoins. Plusieurs milliers de pèlerins étaient rassemblés devant la pagode, site le plus saint du pays, pour une fête bouddhiste quand un jeune homme de 26 ans a hurlé "à bas le régime militaire" et s'est aspergé d'essence avant d'y mettre le feu, selon des témoins qui ont requis l'anonymat par crainte de représailles officielles.

Selon un responsable hospitalier, le jeune homme, très gravement brûlé, se trouvait toujours hospitalisé dimanche dans un état critique. La pagode Shwedagon était l'un des principaux lieux de rassemblement lors du mouvement de contestation pro-démocratique emmené par les moines bouddhistes en septembre dernier. La junte a sévèrement réprimées les manifestations pacifiques, au moins 31 personnes ont été tuées et plusieurs milliers d'autres interpellées.

-----  
**Les sanctions canadiennes contre la Birmanie ont un impact**

Grande Epoque\_22 mars 2008

Les sanctions économiques permettent de mettre plus de pression sur la junte militaire.

La junte militaire au pouvoir en Birmanie est définitivement affectée par les sanctions économiques imposées par le Canada, tandis que les investissements étrangers freinent la restauration de la démocratie dans le pays, estime le député libéral à Ottawa, Larry Bagnell.

Après une mission d'enquête d'une semaine à la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie, Larry Bagnell, président de l'association Les amis parlementaires de la Birmanie (Parliamentary Friends of Burma – PFOB), affirme que les Birmans souhaitent que le Canada maintienne les sanctions. « Les dirigeants de la résistance birmane sont très satisfaits des sanctions », fait-il remarquer. « Il y a de bonnes chances qu'en raison de la pression exercée sur la Birmanie », les investissements de Chine et de Singapour ralentissent dans le pays, poursuit-il. Mais il avertit que la situation est vraiment bien plus grave qu'on le croyait, en raison des atrocités rurales et ethniques qui ne sont pas rapportées par les médias internationaux.

Tandis que Aung San Suu Kyi, chef de la Ligue nationale pour la démocratie ayant reçu la citoyenneté canadienne honoraire l'année dernière, demeure en résidence surveillée, l'obstacle principal à une restauration de la démocratie pourrait venir de l'étranger : les investissements étrangers renforcent la junte militaire. Les investissements étrangers financent un projet d'oléoduc transnational et de construction d'immenses barrages sur la rivière Salween et autres, ce qui est considéré comme un cadeau pour la dictature.

Ceci permet l'achat de matériel militaire additionnel pour « opprimer davantage le peuple et mener à des déplacements [de population] massifs, au travail forcé et autres violations des droits de l'Homme », souligne Larry Bagnell dans un communiqué. Le communiqué souligne

que contrairement à la croyance de la communauté internationale que le pire est peut-être passé en Birmanie, « les atrocités dans les provinces ethniques incluant le viol, les déplacements forcés, le travail forcé et les meurtres extrajudiciaires sont devenus une réalité quotidienne ».

Tin Maung Htoo, directeur général des Amis canadiens de la Birmanie (Canadian Friends of Burma, CFOB), affirme que c'est la première fois, depuis une dizaine d'années, qu'un politicien visite la région. Il est d'accord avec les conclusions de Larry Bagnell sur la situation. « Il n'y a aucun signe de progrès sur le front politique. » En anticipation de la visite en Birmanie de l'envoyé spécial de l'ONU, Ibrahim Gambri, des représentants de la junte militaire ont rencontré Aung San Suu Kyi, mais ce n'était « qu'un jeu politique pour calmer la situation », croit Maung Htoo. [...]

Tandis que l'ONU a envoyé une lettre du Conseil de sécurité condamnant le régime birman à l'automne dernier, le Canada a imposé les sanctions économiques et diplomatiques les plus sévères en décembre contre la dictature militaire. Maxime Bernier, ministre des Affaires étrangères, avait alors affirmé que les sanctions économiques du Canada contre la Birmanie étaient les plus strictes au monde. « Nous croyons que les sanctions sont le moyen qui nous permet de mettre le plus de pression sur la junte militaire », avait-il déclaré.

À l'exception de l'exportation de marchandises destinées à des causes humanitaires, il y a actuellement un embargo sur toutes les exportations et importations entre le Canada et la Birmanie. Les avoirs des Birmans en sol canadien sont gelés et les services financiers canadiens offerts en provenance et vers la Birmanie sont également interdits. De plus, il y a une interdiction sur l'accostage de bateaux et l'atterrissage d'avions au Canada et en Birmanie. Il n'y aura aussi aucune exportation de données techniques ni de nouveaux investissements.

Alors que le total des échanges entre le Canada et la Birmanie est passé de 47 millions de dollars en 2002 à seulement 8,5 millions de dollars l'année dernière, il y a encore environ dix-sept compagnies qui investissent ou font directement des affaires en Birmanie, selon Maung Htoo. « Nous sommes assez satisfaits des sanctions du gouvernement canadien, mais il y a beaucoup de failles, et les sanctions n'affectent pas les investissements déjà présents qui sont encore substantiels. Les sites Internet de CFOB et du ministère des Affaires étrangères dénotent plusieurs compagnies canadiennes encore actives en Birmanie, mais un fait moins connu concerne les investissements du Régime de pensions du Canada dans des compagnies non canadiennes en Birmanie et les fonds de dotation d'universités canadiennes. « Le gouvernement devrait faire quelque chose à propos de ça », estime Maung Htoo. « Nous avons fait du lobbying auprès du gouvernement pour qu'il retire ces investissements aussi », fait remarquer Larry Bagnell, ajoutant que la compagnie minière Ivanhoe s'est retirée de Birmanie. [...] « Alors que les atrocités sont révélées dans les médias internationaux, la Chine, qui protège la junte militaire, sera également sous pression », affirme-t-il.

-----

### **Démocratie birmane: un leurre pour l'ONU**

Le Figaro\_15 mars 2008

"Si vous croyez aux lutins, aux trolls et aux elfes, alors vous pouvez croire qu'il y a un processus de démocratie en cours en Birmanie", a ironisé aujourd'hui le rapporteur spécial de l'ONU pour la situation des droits de l'homme en Birmanie, Paulo Sergio Pinheiro. "Malgré toute l'attention focalisée sur la terrible répression (des manifestations de septembre 2007), le gouvernement n'a tenu aucun compte ni du Conseil de sécurité, ni du Conseil des droits de l'homme (...) et n'est même pas capable de faire de petites concessions", a-t-il souligné lors d'une rencontre avec la presse à Genève. Les élections et le référendum constitutionnel promis par la junte "ne constituent pas un processus de transition démocratique", a-t-il jugé en rappelant que les militaires au pouvoir "répètent depuis huit ans qu'ils veulent la démocratie".

Les militaires "ont exclu tellement de gens du processus électoral que je ne sais pas qui va pouvoir y participer", a noté M. Pinheiro: la chef de l'opposition "Aung San Suu Kyi est écartée, les anciens prisonniers politiques aussi sous prétexte qu'ils sont d'anciens prisonniers... La liste est tellement longue!".

M. Pinheiro a par ailleurs qualifié de "merveilleuse surprise" le fait que la junte militaire lui ait finalement accordé un visa pour retourner en Birmanie après sa visite de novembre dernier.

---

### **L'émissaire de l'ONU s'est heurté à la ligne dure de la junte birmane**

LE MONDE\_11 mars 2008

L'envoyé spécial des Nations unies sur la Birmanie, Ibrahim Gambari, s'est vu opposer un refus confinant aux sarcasmes, de la part de la junte, à ses tentatives de débloquer la situation entre le pouvoir militaire et l'opposition. Au cours d'une visite de cinq jours en Birmanie, M. Gambari a rencontré à deux reprises la chef de file de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), Aung San Suu Kyi, autorisée pour l'occasion à quitter son domicile de Rangoun, où elle est assignée à résidence. Rien n'avait filtré de leurs entretiens au départ du diplomate de l'ONU, lundi 10 mars.

Ce qui avait, en revanche, été rendu public de ses conversations avec des représentants de la junte, par celle-ci, n'était nullement encourageant. A la proposition que l'ONU assiste le régime dans l'organisation d'élections prévues pour 2010, selon le calendrier adopté par les militaires, ces derniers ont sèchement répondu que la question relevait "de la souveraineté nationale" birmane et qu'ils avaient "assez d'expérience" pour se débrouiller eux-mêmes.

Auparavant, les militaires avaient repoussé sans égards diplomatiques l'idée qu'ils puissent amender le projet de Constitution qu'ils ont adopté en 2007, et s'appêtent à faire entériner par référendum en mai, pour permettre à Mme Suu Kyi de briguer un mandat électif. La "souveraineté nationale", là encore, est invoquée pour interdire pareil rôle à une femme qu'ils considèrent comme étrangère à la Birmanie dans la mesure où elle a été mariée à un Britannique, l'universitaire Michael Aris, décédé, et que leurs enfants ont conservé la nationalité du Royaume-Uni.

Si M. Gambari a entendu, dans le huis-clos de ses entretiens, des propos plus amènes, il les a, sur le moment, gardés pour lui. Le chef de la junte, le général Than Shwe, l'a snobé. Le ministre de l'information, le général Kyaw Hsan, lui a fait publiquement la leçon en l'accusant de placer des paroles d'encouragement dans la bouche de l'opposante, Prix Nobel de la paix.

L'envoyé de l'ONU a reconnu que le "centre" de ses "franches" conversations avait été occupé par la question des sanctions occidentales à l'encontre de la junte. Il a laissé entendre que les militaires ne bougeraient pas tant que celles-ci demeureraient en l'état. Les Etats-Unis viennent, au demeurant, de renforcer les leurs en frappant d'interdit tout rapport avec des firmes contrôlées par divers hommes d'affaires birmans aussi notoirement liés à la junte qu'au trafic de stupéfiants. Des sociétés ayant pignon sur rue, à Singapour notamment, sont de facto frappées par ces sanctions.

C'est, semble-t-il, sous la pression de la Chine que les militaires birmans avaient accepté de recevoir le médiateur de l'ONU début mars, pour sa troisième mission depuis la répression des manifestations de l'été 2007, alors qu'ils auraient préféré ne le revoir qu'en avril. Il reste à M. Gambari à dire au Conseil de sécurité dans quelle mesure la teneur de ses conversations à huis clos correspond à l'impression de nette hostilité que les généraux ont publiquement fait passer.

---

### **L'émissaire de l'Onu quitte le Myanmar les mains vides**

Reuters\_11 mars 2008

L'émissaire des Nations unies Ibrahim Gambari a quitté lundi le Myanmar après avoir rencontré à deux reprises Aung San Suu Kyi en trois jours, mais sans avoir réussi à convaincre la junte militaire au pouvoir d'intégrer la lauréate du prix Nobel de la Paix dans ses projets de réformes politiques.

Aucun détail n'a été divulgué par l'Onu sur le contenu de l'entretien de 50 minutes entre le diplomate nigérian et l'opposante birmane, qui a passé plus de douze des 18 dernières années en résidence surveillée. Sa dernière période de privation de liberté se prolonge depuis mai 2003. Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations unies, a en revanche reconnu que la visite de Gambari n'avait pas répondu à ses attentes.

"Il y a eu quelques progrès, mais nous n'avons pas obtenu autant que nous le souhaitions", a-t-il déclaré à la presse, en marge d'une conférence sur l'Afrique et la lutte contre la pauvreté. Gambari, dont c'était la troisième visite depuis la répression du mouvement de contestation de septembre, s'est également entretenu avec le ministre de l'Information Kyaw Hsan, le plus haut responsable rencontré par le diplomate nigérian lors de sa visite de quatre jours.

#### LA JUNTE REFUSE DE FAIRE DES CONCESSIONS

Ce dernier lui a déclaré que la junte ne dérogerait pas à sa propre "feuille de route vers la démocratie" en dépit de la pression internationale qui s'est intensifiée après la violente répression des manifestations.

"Pour parler franchement, le chemin que nous avons pris est le plus juste et le plus adapté pour notre pays", a dit Kyaw Hsan à Gambari lors d'une entrevue retransmise sur la télévision d'Etat.

"Nous sommes fermement convaincus qu'il s'agit de la meilleure solution et que cela garantira une transition douce et pacifique vers la démocratie dans notre pays", a-t-il ajouté. Ses déclarations douchent les espoirs d'une intégration de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), la formation de Suu Kyi, dans les projets de réforme très controversés de la junte.

Peu après leur entrevue, Gambari a quitté Singapour achevant une visite de quatre jours dont le bilan n'est guère positif: les généraux ont clairement dit qu'ils n'accepteraient pas de nouvelle modification de la Constitution qu'ils ont élaborée, bien que les gouvernements occidentaux ne voient dans ce texte qu'un moyen pour la junte de maintenir son emprise sur le pouvoir.

La junte militaire a également refusé que l'Onu envoie des observateurs pour le référendum constitutionnel du mois de mai et les élections prévues en 2010, soulevant des inquiétudes sur la liberté et l'équité des deux scrutins. Les généraux birmans ont affirmé ne pas avoir besoin d'une expertise technique pour l'organisation des élections, expliquant avoir "suffisamment d'expérience".

---

#### **L'actrice de «Trois hommes et un couffin» contre la dictature birmane**

Membre du jury du Festival international des Droits humains, Philippine Leroy-Beaulieu se bat pour faire connaître Aung San Suu Kyi, résistante à la junte birmane, assignée à résidence depuis qu'elle a gagné les élections en 1990.

Philippine Leroy-Beaulieu marraine de la Fédération internationale des droits humains pour la Birmanie

La Tribune de Geneve\_11 mars 2008

Quand on la présente comme militante, celle qui fut la mère débordée de Trois Hommes et un couffin relativise. «Une militante, c'est quelqu'un qui va sur le terrain au risque de sa vie.

Restons modeste. Je suis quelqu'un de privilégié. Je parle et agis d'où je suis.» Avec Jane Birkin, Philippine Leroy-Beaulieu est une des voix les plus audibles et populaires pour nous faire connaître le sort de la Birmanie, ce pays méconnu coincé entre la Chine, le Bangladesh, l'Inde, la Thaïlande et le Laos. Méconnu car après la répression par la junte militaire de la révolution safran – 100.000 moines défilant pacifiquement dans les rues de Rangoon en septembre dernier –, on n'a plus aucune nouvelle de cette dictature coupée du monde, où tous les moyens de communication sont verrouillés. «Le pays est à l'abri de toutes les sanctions, dit Philippine Leroy-Beaulieu, car il est riche en ressources et matières premières. Il est plus facile de libérer le Soudan qui n'a rien à vendre que la Birmanie.»

C'est contre le cynisme de la real politique que Philippine Leroy-Beaulieu a envie de s'élever, non pas avec une sempiternelle pétition mais par une série de courts-métrages sur le thème: « Je ne suis pas libre si tu ne l'es pas.» Les deux meilleurs films seront présentés vendredi 14 mars au Festival des Droits humains de Genève lors d'une soirée dédiée à Aung San Suu Kyi, figure de la résistance birmane et prix Nobel de la paix en 1991.

Les Quotidiennes: Connaissez-vous la Birmanie? Y êtes-vous allée?

Philippine Leroy-Beaulieu: Non, jamais. J'ai découvert la Birmanie à travers Aung San Suu Kyi, et particulièrement la biographie qu'en a faite Thierry Falise. La droiture, le charisme et la détermination non-violente de cette femme m'impressionnent. C'est un mélange de Gandhi et de Mandela. Son discours sur le pouvoir et la peur sont admirables. Sur la démocratie également. Contrairement à une tendance qui se dessine de plus en plus et qui voudrait que la démocratie ne soit pas applicable partout, pour des raisons culturelles et religieuses, elle disait au contraire que la démocratie était universelle et que les préceptes du bouddhisme s'en accordaient très bien.

Mais que peut-elle faire, elle la non-violente, contre une des junte les plus répressives du monde?

C'est toute la question! Que peut sa volonté inébranlable de rester non-violente face à une junte qui ne respecte plus rien? Quand l'armée s'attaque aux moines, qui sont le socle de la société et de la culture birmane, la junte touche aux valeurs sacrées d'un pays, elle se comporte en voyous, en hooligans. Face à une telle destruction, la détermination d'Aung San Suu Kyi, sa volonté sacrificielle, a-t-elle encore un sens? Son combat aura-t-il servi à quelque chose? Je n'en sais rien, je m'interroge.

Et vous semblez plutôt pessimiste...

Oui, je le suis quand je sais que la Constitution birmane, une bouffonnerie mise au point il y a 14 ans pour barrer la route à sa dissidente, prévoit qu'aucun Birman marié à un étranger ne pourra jamais accéder au pouvoir. Or Aung San Suu Kyi a été marié à un Anglais, décédé depuis. Je le suis quand j'apprends qu'au lieu des 2 ou 3 morts annoncés pendant la révolution safran il y a eu des milliers de crémations sauvages à Rangoon, que l'on entendait des cris horribles de gens brûlés vivants, des moines en particulier. Je le suis encore quand je vois l'impuissance de la communauté internationale qui se laisse embobiner par des promesses faites uniquement pour gagner du temps. La Birmanie est à l'abri des sanctions car c'est un pays très riche, convoité par ses puissants voisins.

-----

### **Birmanie: la junte refuse d'amender son projet de Constitution**

AFP\_7 mars 2008

La junte militaire birmane a refusé d'amender son projet de Constitution excluant la dirigeante de l'opposition Aung San Suu Kyi d'éventuelles élections et a accusé vendredi de "partialité" l'envoyé spécial de l'ONU Ibrahim Gambari, en mission de médiation en Birmanie. Selon la télévision nationale, le ministre birman de l'Information Kyaw Hsan a adressé une série de reproches à M. Gambari au cours d'une rencontre à Rangoun, où le diplomate de l'ONU effectuait sa troisième visite depuis la répression sanglante en septembre d'un mouvement

de protestation populaire conduit par des moines bouddhistes. La mission de M. Gambari visait à amener le régime militaire à inclure la dirigeante de l'opposition, toujours assignée à résidence, dans le processus devant mener, selon les projets de la junte annoncés en janvier, à un référendum constitutionnel en mai prochain et à des élections en 2010.

Le général Kyaw Hsan y a opposé une fin de non-recevoir. "Il est impossible de modifier le projet de Constitution, qui est déjà rédigé", a-t-il déclaré à M. Gambari, selon la télévision. En vertu d'une loi déjà promulguée en janvier sur l'organisation du référendum, toute personne prononçant des discours négatifs ou distribuant des tracts hostiles sera passible de trois ans de prison. Cette disposition ôte pratiquement toute possibilité à l'opposition de mener une campagne critique sur le projet de Constitution élaboré sous le seul contrôle de la junte.

Le régime militaire fait en outre valoir que la dirigeante de l'opposition ne peut pas être candidate à des élections en raison de son mariage avec un étranger, le Britannique Michael Aris, décédé. Les pays occidentaux ont estimé que les projets référendaire et électoraux du régime militaire manqueraient de crédibilité s'ils n'incluaient pas Mme Suu Kyi et l'opposition.

Quant à la mission de médiation de l'ONU, le général Kyaw Hsan a accusé M. Gambari de "partialité" en faveur de Mme Suu Kyi. "Vous êtes sorti de votre rôle de médiateur", lui a-t-il déclaré, toujours selon la télévision. Le ministre a reproché au diplomate de l'ONU d'avoir diffusé après sa dernière visite en Birmanie en novembre une déclaration de Mme Suu Kyi affirmant qu'elle était prête à coopérer avec le régime militaire pour ouvrir un dialogue national. "La plupart des gens vous ont critiqué pour votre partialité. Quelques un pensent aussi que vous avez écrit cette lettre à l'avance et que vous l'avez publiée après des négociations avec Mme Aung San Suu Kyi", a dit le ministre cité par la télévision.

Pour un médiateur, il est "important de n'avoir aucune intention d'orchestrer des événements", a averti le général Kyaw Hsan. "Ce n'est pas juste de nous attaquer avec des pressions de toutes parts", a-t-il poursuivi, "les Nations unies devraient avoir une position honnête, sans aucune discrimination".

Si des élections législatives avaient lieu dans deux ans, ce seraient les premières en Birmanie depuis 1990, où le résultat du scrutin largement remporté par la Ligue nationale pour la démocratie (NLD) dirigée par Mme Suu Kyi a été simplement ignoré par la junte. Depuis, la dirigeante de l'opposition a passé 12 ans sous assignation à résidence.

---

### **Au cœur de la Birmanie interdite**

France 24\_7 mars 2008

Après avoir été le seul journaliste TV à couvrir la révolte des bonzes, Cyril Payen, correspondant de FRANCE 24, est retourné en Birmanie. Il a visité un village modèle Karen, une minorité indépendantiste.

"Reporters", présenté par Arnaud Rivoire, est un magazine hebdomadaire consacré aux enquêtes réalisées par des journalistes de FRANCE 24 et par des correspondants à l'étranger. Retrouvez l'émission le vendredi à 10 h 15 et 18 h 30 (GMT+1), et le samedi à 7 h 40 (GMT+1).

Entre Rangoon et la frontière thaïlandaise, en plein cœur de cette Birmanie interdite tenue d'une main de fer par une succession de dictatures depuis 1962, se trouve Tokawdo. C'est une colonie modèle en pays Karen, une minorité ethnique, où opère l'une des plus vieilles guérillas au monde. Le général Htaing Maung accueille les rares visiteurs au son de l'hymne national Karen. Vétéran de l'insurrection, ce militaire est passé il y a un an à l'ennemi, la junte militaire avec laquelle il cohabite désormais. Depuis 1949, les Karens se battent contre le pouvoir birman. La défection du général et de ses miliciens a déclenché une guerre fratricide. Ils se défendent pourtant d'être des traîtres. "Nous ne faisons que servir l'intérêt de notre

peuple. Les vrais traîtres sont ceux qui compromettent le futur de notre nation pour leur seul intérêt personnel... Nous voulons la paix et l'harmonie, la stabilité, la prospérité... ", s'emporte le pasteur Timothy.

Le village de Tokawdo se trouve à quelques kilomètres seulement de la tombe du père de la révolution, Saw Ba U Gyi. L'homme qui a ordonné aux Karens de ne jamais se soumettre... Une femme, en aparté, explique comment fonctionne vraiment la Birmanie des généraux : "Ici, le noir devient blanc en un claquement de doigt ! L'argent sale se transforme en argent propre aussi !"

Le clou du séjour dans cette colonie modèle est une visite guidée menée par le colonel Maung Kyaw, chef des services de renseignement du Conseil pour la Paix et officier de liaison avec l'armée birmane. Un homme de l'ombre et l'un des piliers de la reddition du vieux général karen. La bête noire des milieux d'opposition. Il s'adresse aux villageois pour demander leur sentiment sur la vie à Tokawdo. "C'est merveilleux, je n'ai jamais été aussi heureuse", s'exclame une femme.

Malgré la paix et l'harmonie affichée, des gardes du corps suivent de près leur colonel, même dans la rue principale... Mais tout va bien dans le meilleur des mondes. A la question de ce qu'il voudrait faire plus tard, des enfants répondent "instituteurs". Sourire du colonel : "Vous voyez, ici, les gamins ne veulent plus être soldats, c'est notre succès". En dépit de son uniforme, le colonel n'est pas karen mais birman. On l'accuse d'être depuis longtemps un agent infiltré de la junte. Comme les Karens, il plaide pourtant pour un Etat autonome. Mais contrairement à la guérilla il verse dans le réalisme politique : "La reconnaissance de l'Etat karen doit être totale. Cela doit passer par un référendum. C'est impossible de tracer un cercle sur une carte et déclarer : "Voici notre Etat, donnez-le nous !".

-----

### **Total - Affaire éteinte en Belgique**

RTBF\_5 mars 2008

Fin de partie pour l'affaire Total Birmanie en Belgique. Quatre Birmans avaient déposé plainte contre les patrons de Total France, devant un tribunal belge, en vertu de la loi de compétence universelle.

C'est la fin de six années de combats juridiques, du pot de terre contre le pot de fer. Rappelons le fond de l'affaire. Quatre Birmans, dont un devenu Belge entretemps, accusaient Total de travail forcé sur les chantiers de pipeline en Birmanie et de soutien à la junte. La plainte visait le Président de Total, le Français Thierry Demarest, et son bras droit de l'époque et les accusait de complicité de torture et de travail forcé.

Pour l'avocat des victimes birmanes, Maître Alexis Deswaze, «C'est vraiment une prime à l'impunité où Total ne devra jamais répondre, en Belgique, de sa complicité de crimes contre l'humanité en Birmanie. Pour les victimes, c'est particulièrement dur à encaisser. C'est surtout frustrant pour les victimes qui ont fait confiance à la justice belge et qui voient aujourd'hui cette confiance trahie.» L'action est en principe définitivement éteinte et Total échappe aux poursuites pour crimes contre l'humanité. Mais elle rebondira peut-être un jour devant la Cour européenne des Droits de l'homme.

-----

### **Charte, hommages et ateliers pour la Journée de la Femme**

7s7\_7 mars 2008

[Ecolo mettra cette journée à profit pour soutenir des femmes démocrates qui se sont illustrées au cours de l'Histoire, en Belgique et ailleurs, dont Aung San Suu Kyi, leader de l'opposition birmane.]

Ecolo mettra cette journée à profit pour soutenir des femmes démocrates qui se sont illustrées au cours de l'Histoire, en Belgique et ailleurs, dont Aung San Suu Kyi, leader de

l'opposition birmane. Parmi les activités prévues en Belgique pour célébrer la Journée internationale de la Femme, le 8 mars, figure notamment la charte "Pour l'égalité des femmes et des hommes, les hommes s'engagent".

Ingrid Betancourt et Aung San Suu Kyi

Ecolo mettra de son côté cette journée à profit pour soutenir des femmes démocrates qui se sont illustrées au cours de l'Histoire, en Belgique et ailleurs, spécialement Ingrid Betancourt et les nombreuses personnes retenues en otage en Colombie, ainsi qu'Aung San Suu Kyi, leader de l'opposition birmane, assignée à résidence depuis le début des années '90. Pour ce faire, Ecolo proposera aux passants, le samedi 8 mars de 11h à 13h dans le passage du centre à Mons, d'apposer leurs mains et d'ajouter un message dans un livre d'or de soutien à Ingrid Betancourt et Aung San Suu Kyi.

-----

### **L'émissaire de l'ONU en Birmanie jeudi**

AFP\_4 mars 2008

(Nations Unies) - L'émissaire de l'ONU pour la Birmanie, Ibrahim Gambari, effectuera une nouvelle visite dans le pays à partir de jeudi, pour reprendre sa médiation entre la junte militaire au pouvoir et l'opposition politique, a indiqué lundi la porte-parole de l'ONU.

M. Gambari quittera New York mardi pour se rendre en Birmanie où il arrivera jeudi, à l'invitation du gouvernement, a dit à la presse la porte-parole, Michèle Montas. Le diplomate nigerian "espère rester aussi longtemps que nécessaire et avoir l'occasion de rencontrer un large éventail de représentants de la société birmane, y compris tous les groupes qu'il n'avait pu voir lors de sa précédente visite", a-t-elle précisé.

Les détails de son programme sont encore à l'étude, a ajouté Mme Montas, selon laquelle M. Gambari "s'attend à la poursuite d'une attitude de coopération de la part du gouvernement birman".

Il s'agira de la 3e visite de l'émissaire de l'ONU en Birmanie depuis que la junte a réprimé violemment un mouvement de manifestations pro-démocratie en septembre. Lors de ses deux précédentes visites, il avait pu rencontrer la grande figure de l'opposition, le Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, qui est en résidence surveillée à Rangoun.

Le régime militaire a annoncé le mois dernier qu'il organiserait un référendum en mai pour préparer des élections démocratiques en 2010. Mais il avait précisé que Mme Suu Kyi ne pourrait pas participer à ces élections, compromettant d'emblée leur crédibilité.

-----

### **Birmanie, JO et "sujets qui fâchent" au Festival du film des droits humains**

AFP\_3 mars 2008

Le Festival du film sur les droits humains, organisé du 7 au 16 mars à Genève, abordera "tous les sujets qui fâchent", comme la Birmanie ou la Chine, ont annoncé les organisateurs. "Nous allons nous saisir des sujets qui fâchent", face au "mutisme" du Conseil des Droits de l'homme qui se réunit aux Nations Unies dès lundi, a souligné devant la presse le co-directeur du festival Léo Kaneman.

Selon lui, la raison d'Etat "empoisonne la bonne marche" du Conseil "censé avant tout condamner les violations des droits de l'homme".

Pour débattre des droits de l'homme en Chine à la veille des Jeux de Pékin, le festival avait sollicité le directeur du Comité international olympique (CIO) Jacques Rogge, qui a décliné l'invitation. "Le résultat est une chaise vide pour le CIO", a prévenu Léo Kaneman, qui a ajouté "Honte au CIO". Un hommage sera rendu à Aung San Suu Kyi, figure de l'opposition birmane, prix Nobel de la paix assignée à résidence pendant la majeure partie des 18

dernières années. Le festival, qui se veut aussi forum, organise un débat "divergent" sur l'imposition de sanctions à ce pays. Un documentaire inédit réalisé à partir d'images filmées clandestinement durant les répressions de l'automne dernier sera proposé au public.

-----

### **Aung San Suu Kyi inéligible: l'ASEAN et Washington critiquent**

La Presse Canadienne\_20 février 2008

SINGAPOUR - L'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique) et Washington ont critiqué mercredi le fait que le projet de nouvelle Constitution de la junte au pouvoir en Birmanie interdise à la dissidente Aung San Suu Kyi de briguer la présidence en 2010.

Le texte de cette Constitution n'a pas été rendu public mais le chef de la diplomatie birmane, Nyan Win, a confirmé à ses homologues qu'il reprenait une disposition interdisant de la loi fondamentale de 1974 empêchant un citoyen marié à un étranger de se porter candidat à un mandat national, selon le Singapourien George Yeo. Or Aung San Suu Kyi, lauréate d'un prix Nobel de la paix, a été mariée à un Britannique, Michael Aris, aujourd'hui décédé.

Certains des ministres réunis à Singapour mardi ont "fait remarquer que cette disposition ne serait pas acceptable dans les autres pays de l'ASEAN et semble plutôt bizarre au jour d'aujourd'hui", a rapporté M. Yeo. Mais l'ASEAN, principale organisation politique et économique de la région, ne possède pas le pouvoir d'intervenir, bien que la Birmanie en fasse partie, a-t-il poursuivi. Donc "en tout état de cause, ce sera au peuple de Birmanie de voter 'oui' ou 'non' au référendum". Le projet de Constitution, destiné à remplacer la charte tombée en désuétude depuis l'arrivée au pouvoir de la junte en 1988, sera en effet soumis à un référendum national en mai, dans la perspective de la tenue d'élections générales en 2010.

George Yeo a ajouté que l'ASEAN -souvent critiquée par le passé pour son manque de sévérité à l'égard de la Birmanie-craignait que la crédibilité du processus de consultation ne souffre de la mesure d'inéligibilité frappant Mme Suu Kyi. "Il est dans leur propre intérêt, après tous ces efforts, de s'assurer que le processus de référendum, le processus national, soient des processus crédibles et indépendamment vérifiables", a-t-il suggéré. Les Etats-Unis se sont montrés beaucoup plus directs. "On est très loin de la définition d'élections libres et régulières", a estimé mercredi Gordon Johndroe, un porte-parole du Conseil national de la sécurité, en déplacement au Ghana avec le président George Bush. "La junte doit tout reprendre du début avec une vraie Constitution qui ne soit pas une plaisanterie", a-t-il ajouté.

Le chef de la Cour suprême birmane, Aung Toe, qui a présidé la commission chargée d'élaborer le projet de Constitution, a expliqué mardi que le texte avait pour objectif était d'assurer un rôle politique de premier plan aux militaires, qui se présentent comme les seuls à pouvoir tenir les différents groupes ethniques du pays. Les détracteurs du régime birman estiment que le processus constitutionnel n'est pas démocratique car il est mené sous la houlette des militaires, sans intervention des partis indépendants, dont le principal est la Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi.

-----

### **Le Myanmar valide le texte du projet de nouvelle Constitution et forme une commission référendaire**

Xinhua\_26 février 2008

Le gouvernement du Myanmar a approuvé mardi le texte du projet de nouvelle Constitution et a mis en place une commission chargée du référendum national sur la Constitution prévu en mai, selon la radio et la télévision d'Etat. Cette mesure, annoncée par le Conseil d'Etat pour la paix et le développement (SPDC), intervient une semaine après que la commission chargée de rédiger ce texte eut fini son travail, qui fera ensuite l'objet d'un référendum.

Le texte, qui comporte 12 chapitres et 31 clauses, sera publié dans la presse d'Etat mercredi, a précisé la SPDC dans son annonce. La commission chargée du référendum, composée de 45 membres, est dirigée par U Aung Toe, président de la Cour suprême.